



Les veilles des documentalistes du ministère

La lettre d'actualité

Chaque semaine, l'essentiel des publications économiques et financières

15 mai 2026

L'Actu' des clics

Déclaration d'impôt sur le revenu : les experts-comptables à vos côtés

Comme tous les ans, les experts-comptables proposent de vous aider à remplir votre déclaration d'impôt. L'[Ordre des experts-comptables](#) met à disposition un numéro vert que vous pourrez appeler gratuitement. Pour plus d'information, rendez-vous sur le site internet dédié.

Un simulateur d'indemnité carburant 2026 pour vérifier votre éligibilité

Sur le site des impôts, un [simulateur](#) permet de tester son éligibilité à l'indemnité pour les travailleurs dits « grands rouleurs », à partir de l'avis d'impôt 2025 sur les revenus de 2024. Il s'agit d'une aide de 50 €, mise en place dans le cadre de la hausse des coûts du carburant, versée sous certaines conditions.

Focus - Démêler le vrai du faux

Désinformation, démêler le vrai du faux : Bercy décode - economie.gouv.fr

Dettes publiques, fiscalité, pouvoir d'achat, énergie ou encore opérations bancaires : face à la propagation des fausses informations sur ces thématiques, les ministères économiques et financiers lancent « Bercy décode ». Ce dispositif propose des vérifications factuelles et des analyses pédagogiques pour permettre à toutes et tous d'accéder à une information fiable, sourcée et compréhensible.

Administration

La Direction générale des Finances publiques présente son rapport d'activité 2025

Direction générale des Finances publiques (DGFIP), 56 p., mai 2026.

Ce rapport d'activité met en avant les missions, les métiers et les moyens dont dispose la DGFIP. Un [cahier statistiques](#) (pdf - 3,2 Mo) compile les principaux chiffres relatifs à l'année écoulée (services aux usagers, comptabilité de l'État, contrôle fiscal, aides de l'État versées aux entreprises, recouvrement, etc.).

Les salaires dans la fonction publique de l'État en 2024 : le salaire net moyen croît de 2,6 % en euros constants

Insee, Lino Galiana, Gaëlle Gateaud, Insee Première n° 2100, 4 p., mai 2026.

En 2024, un agent de la fonction publique de l'État perçoit en moyenne 3 018 euros nets par mois. En euros courants, ce salaire net moyen augmente de 4,7 % par rapport à 2023. Du fait de l'inflation (+2,0 % en 2024), il augmente de 2,6 % en euros constants par rapport à 2023. Cette croissance fait suite à deux années de baisse (-0,4 % en 2023, -2,2 % en 2022) dans un contexte d'inflation forte et s'explique principalement par la croissance des primes et, dans une moindre mesure, par les revalorisations indiciaires.

Les salaires dans la fonction publique territoriale en 2024 : le salaire net moyen augmente de 1,3 % en euros constants

Insee, Téo Moreau, Julien Desclodure, Insee Première n° 2101, 4 p., mai 2026.

En 2024, un salarié de la fonction publique territoriale perçoit en moyenne 2 317 euros nets par mois. Ce salaire augmente de 3,3 % sur un an en euros courants. Compte tenu du reflux de l'inflation en 2024 (+2,0 % après +4,9 en 2023), le salaire net moyen en euros constants rebondit : +1,3 %, après -0,9 % en 2023. Les femmes gagnent en moyenne 7,0 % de moins que les hommes.

Les salaires dans la fonction publique hospitalière en 2024 : le salaire net mensuel moyen augmente de 0,7 % en euros constants

Insee, Léna Esbelin, Christophe Dixte, Insee Première n° 2102, 4 p., mai 2026.

En 2024, un agent de la fonction publique hospitalière (FPH) perçoit en moyenne 2 896 euros nets par mois. En euros courants, ce salaire net moyen augmente de 2,7 %. Corrigé de l'inflation (+2,0 % en 2024 après +4,9 % en 2023), il augmente de 0,7 % en euros constants, après avoir baissé de 0,9 % en 2023. Les disparités salariales dans la FPH entre les plus hauts et les plus bas salaires augmentent alors que celles entre les femmes et les hommes se réduisent.

Banque - Finance

Baromètre mensuel de l'inclusion Financière - Avril 2026

Banque de France, Baromètre n° 61, 3 p., 12 mai 2026.

En avril 2026, le nombre de dossiers de surendettement déposés augmente de 11,0 % par rapport à avril 2025. Sur les quatre premiers mois de l'année 2026, la hausse du nombre de dépôts de dossiers de surendettement s'établit à 13,3 % par rapport à la même période en 2025. De même, le nombre de nouvelles inscriptions de personnes au FICP (fichier national des incidents de remboursement des crédits aux particuliers) s'accroît de 4,4 % par rapport à la même période en 2025.

Économie

Le chiffre du commerce extérieur - mars 2026

Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI), Analyse mensuelle n° 405, 4 p., 7 mai 2026.

En mars 2026, le solde commercial marque un nouveau recul de 1,4 milliard d'euros et se situe à - 6,9 milliards d'euros. Cette évolution s'explique par une nouvelle hausse marquée des importations (+ 1,8 Md€) partiellement compensée par une progression moindre des exportations (+ 0,5 Md€).

Le chiffre du commerce extérieur - Analyse trimestrielle du 1^{er} trimestre 2026

Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI), 24 p., 7 mai 2026.

Au 1^{er} trimestre 2026, le solde commercial FAB/FAB de la France se dégrade de 2,8 milliards d'euros par rapport au 4^{ème} trimestre 2025. Après deux trimestres de nette amélioration, il s'établit à - 14,1 Md€. La moitié de cette dégradation est due au solde énergétique. Le solde des matériels de transport se détériore également et le solde agricole redevient légèrement déficitaire.

Évolution des salaires de base dans le secteur privé : résultats provisoires du 1^{er} trimestre 2026

Dares, Kevin Garcia, Dares Indicateurs n° 19, 7 mai 2026.

L'indice du salaire mensuel de base (SMB) de l'ensemble des salariés progresse de 0,7 % au cours du 1^{er} trimestre 2026. Sur un an, il augmente de 1,7 %, soit au même rythme qu'au trimestre précédent. Ces évolutions doivent être mises en regard de l'inflation : les prix à la consommation (pour l'ensemble des ménages et hors tabac) augmentent de 1,7 % entre mars 2025 et mars 2026.

Économie internationale

L'activité suspendue à la durée du conflit au Moyen-Orient

La Banque Postale, Actu Éco, 9 p., 7 mai 2026.

Plus de deux mois après le début du conflit au Moyen-Orient, la visibilité demeure limitée quant à son évolution. L'inflation a poursuivi sa remontée en avril dans les principales économies, atteignant notamment 3,0 % en zone euro, sous l'effet direct du prix des carburants. La croissance a nettement ralenti en zone euro à 0,1 % sur le trimestre. En France, l'activité a marqué le pas au premier trimestre, à 0,0 % en rythme trimestriel, pénalisée par une demande intérieure atone.

Entreprise

Aide pour les entreprises réalisant des travaux agricoles et forestiers touchées par la hausse du prix du gazole non routier - impots.gouv.fr

Cette fiche pratique précise le montant de l'aide, les modalités de dépôt des demandes par voie dématérialisée, ou exceptionnellement par voie postale si l'entreprise ne dispose pas d'un numéro SIRET. Toute la documentation nécessaire à cette démarche est rassemblée en bas de page (décret, FAQ, modèle et formulaire papier).

Les entreprises en France - Insee

L'espace thématique du site de l'Insee consacré aux entreprises en France recense les analyses et les données structurelles sur le sujet (caractéristiques, diversité, dynamique de croissance et de renouvellement, performances, emplois générés), ainsi que les chiffres clés et les statistiques conjoncturelles les plus récents.

Renforcer la sécurité des commerces et des commerçants (pdf - 843 ko)

Ministère de l'économie et des finances, Serge Papin, 17 p., mai 2026.

Issu des discussions du Conseil national du Commerce, le présent plan d'action entend répondre à deux priorités pour la sécurité des commerçants et la pérennité de leur activité. Tout d'abord, renforcer leur protection par la mise en place de mesures destinées à développer la vidéoprotection assistée, à améliorer l'équipement des agents de sécurité privée et à étendre les pouvoirs de la police municipale. Ensuite, renforcer les pouvoirs des autorités locales contre les commerces problématiques, qui pénalisent les autres commerçants.

L'entreprise 5.0 : impact de l'IA sur les entreprises

Sénat, Damien Michallet, Laurence Garnier, L'essentiel sur le Rapport d'information n° 572, 4 p., avril 2026.

Les rapporteurs plaident pour que la politique publique d'accompagnement des entreprises se focalise désormais sur une formation massive des salariés, tout en renforçant les synergies entre recherche et entreprise, en soutenant la croissance des entreprises innovantes et en optimisant l'utilisation de la commande publique pour consolider la filière française de l'IA.

Finances publiques

Mission complémentaire sur le système de retraite des agents des collectivités locales et des établissements hospitaliers - Perspectives à horizon 2025

Inspection générale des finances, Inspection générale de l'administration, Inspection générale des affaires sociales, Laurent Trupin, Bastien Sayen, Benjamin Ferras, Rapport, 491 p., février 2026, publié en mai 2026. Le rapport rappelle la situation financière préoccupante de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL). Il présente les pistes d'évolution envisageables pour le système de retraite dans sa globalité. Outre une amélioration de la gouvernance et du pilotage des retraites publiques, il préconise d'autres mesures de rééquilibrage, structurelles et systémiques.

Fiscalité

En 2025, la taxe foncière progresse de 2,4 %

Direction générale des Finances publiques (DGFIP), DGFIP Statistiques n° 46, 8 p., mai 2026.

En 2025, les montants dus de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB), y compris les taxes annexes et les frais de gestion, étaient de 55,1 Md€ et ont augmenté de 2,8 %. Cette hausse est principalement due à l'effet de la revalorisation des valeurs locatives indexées sur l'inflation. Le montant moyen de TFPB payée par un particulier était de 1 117 €, ce montant moyen est plus élevé pour les autres types de propriétaires (entreprises, sociétés civiles, etc.).



Besoin d'aide pour trouver une information ou un document ?

[Contacter les documentalistes du ministère](#)

Qui sommes-nous ?



[Missions et démarche qualité des documentalistes](#)

Restez informé-e



[Lettres d'information](#)



[Site internet](#)

Conformément à la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, adressez un courrier au Secrétariat Général des ministères économiques et financiers - BDA - Secteur documentation externe 12 Place du Bataillon du Pacifique - 75572 Paris cedex 12 ou un courriel en [cliquant ici](#).

[Se désabonner](#)

ISSN : 3001-0918

Image : © Epictura / Milkos